

« Les trésoreries de proximité c'est du lien social »

Pendant une semaine, les syndicats Solidaires et CGT ont rouvert officieusement la perception de Capendu pour démontrer l'utilité d'un accueil physique de proximité quand les trésoreries éponymes ferment les unes après les autres. Bilan.

J'ai des retards de paiement de ma taxe foncière. J'essaie de téléphoner mais personne ne répond. Je suis allé à la Cité administrative, à Carcassonne, on m'a dit de déposer mon courrier : ce que j'ai fait, mais personne ne m'a rappelé. » Michel Branca habite à Badens. Et, faute de pouvoir trouver réponse à ses demandes d'étalement de sa dette, il a profité de la réouverture officieuse de la perception de Capendu pour tenter de faire avancer les choses.

À la manoeuvre : les syndicats Solidaires et CGT qui ont décidé, en collaboration avec le maire de Capendu, Claude Busto, d'enfoncer le clou et de manifester, encore une fois, leur opposition au Nouveau réseau de proximité. Une initiative de la Direction départementale des finances publiques qui s'est notamment traduite par la fermeture de la trésorerie de proximité de Bram, de Cuxac-Cabardès et, bientôt, par celle de Peyriac-Minervois. « Notre permanence quotidienne, pendant une semaine, a permis de démontrer l'utilité de notre démarche », soulignait Frédéric Faure, représentant syndical de Solidaires. Depuis lundi, une quinzaine de personnes a ainsi franchi le seul du local contigu à la mairie pour obtenir des renseignements sur leur déclaration, pour avoir des réponses à des questions difficilement formulables par e-mail, surtout quand on ne maîtrise pas l'outil informatique, ou par téléphone.

« Car, contrairement à ce qu'affirme le directeur départemental des finances publiques, les plateformes sont surchargées d'appel. Et puis, il y a des problématiques particulières qui demandent souvent des réponses immédiates », souligne encore Frédéric Faure.

■ Haro sur les espaces France services

Exemples à l'appui : « Une personne est venue nous voir parce qu'elle avait des soucis de paiement de son loyer HLM alors qu'elle réglait correctement ses factures. Personne n'a pu lui apporter, jusque-là, de réponses. Nous l'avons reçue pour bien l'orienter et la conseiller dans ses démarches. Même chose pour une ressortissante belge qui ne trouvait aucune réponse auprès du service des impôts des particuliers de Narbonne dont elle dépend par faute d'accueil. On a réussi, via son espace personnel sur internet, à lui trouver un rendez-vous. On a ainsi prouvé que l'accueil physique de proximité, par des agents

« L'utilité de notre démarche a été démontrée »

compétents dans leurs domaines (recouvrement, déclarations, cadastre, analyses financières...) était une nécessité absolue. » Et la mise en place des espaces France service ou des Maisons de services au public ne trouvent pas grâce à ses yeux : « C'est une vaste supercherie avec des personnes qui ne sont pas des agents des finances publiques et qui ne seront là que pour guider, pas pour apporter des réponses aux contribuables. »



► Pendant une semaine, à l'initiative de Solidaires et de la CGT, les agents des finances publiques ont renseigné les contribuables. Claude Boyer

■ La pérennité de ruralité en filigrane

Des propos que reprend immédiatement Claude Busto, jeune maire et ardent défenseur des services publics : « Aujourd'hui, si nous, en mairie, faisons une erreur de transmission par mail de pièces ou autre, nous ne sommes pas prévenus. Résultat : on a des retards de paiement envers nos artisans locaux. Ce n'est pas normal. Je ne vois pas pourquoi on traiterai la ruralité différemment de la ville : nous avons droit au même service public qu'à Carcassonne ou à Paris. En attendant, les habitants ont été ravis de cette initiative positive. » Positif ? C'est le mot : « Les gens ont besoin de lien social, d'être écoutés, commente Marie-Jo Pereira, agent des finances publiques à la retraite mais toujours aussi engagée syndicalement. Et ce que l'on a fait ici y contri-

bue. » Un argument repris au vol par Justine Torrecilla, tête de liste audoise pour les Régionales d'Europe écologie les Verts, présente sur les lieux ce vendredi : « Il faut proposer une inversion de ce mouvement de métropolisation. » « Parce que si ça continue comme ça, enchaîne Claude Busto, le monde rural va disparaître, tout simplement. Il y a des petits villages où la population est de plus en plus âgée et où les services publics sont indispensables. » Dans le même état d'esprit, Solidaires et la CGT souhaitent organiser, certainement au mois de septembre, les Assises des finances publiques de l'Aude pour définir ce que les élus, les usagers et les agents souhaitent comme service de proximité, canton par canton.

Arnaud Chabé